



# Communistes



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : [www.sitecommunistes.org](http://www.sitecommunistes.org)

Hebdo : [Communistes.hebdo@wanadoo.fr](mailto:Communistes.hebdo@wanadoo.fr)

E'mail : [communistes2@wanadoo.fr](mailto:communistes2@wanadoo.fr)

**19-12-2017**

## *Les néo-nazis dans le gouvernement autrichien*

**P**our l'Union Européenne, c'est circulez il n'y a rien à voir !

Les élections législatives du 15 octobre en Autriche, avec une participation de 80 %, ont donné une majorité relative de 31,5 % au parti ÖVP (Parti Chrétien Conservateur), suivi du parti Social Démocrate 27 % et enfin du FPÖ (Parti Autrichien de la Liberté) avec 26 %. Le FPÖ, n'est pas n'importe quel parti, c'est un parti antisémite, anti islam et xénophobe dont nombre de dirigeants sont des néo-nazis.

Après deux mois de négociations, l' ÖVP et le FPÖ viennent de signer un accord de gouvernement dont le contenu est entièrement au service des intérêts de la grande bourgeoisie autrichienne. Il est profondément nationaliste et même ethnique affirmant défendre les germanophones vivant hors de l'Autriche et en particulier dans le Tyrol du Sud (Italie) en leur octroyant la nationalité autrichienne. Cette mesure a d'ailleurs justement soulevé l'indignation du gouvernement italien. Cela rappelle de bien sombres souvenirs lorsque le prétexte de la présence de populations germanophones dans les Sudètes fut utilisé par l'Allemagne nazie pour annexer la Tchécoslovaquie en 1939.

Le programme de la coalition est sans surprise. Il est anti immigré et caresse dans le sens du poil le nationaliste autrichien. La place des néo-nazis dans le gouvernement de coalition n'est pas symbolique, ce

sont six ministres sur treize dont ceux des affaires étrangères, de l'intérieur et de la défense auquel il faut ajouter un poste de vice-chancelier. Déjà en 2000, le FPÖ avait fait son entrée au gouvernement. A cette époque, ce fut un concert de protestations en Autriche et en Europe, l'Union Européenne avait même prévu des sanctions économiques contre l'Autriche. L' alliance et la présence du FPÖ n'avait pas duré longtemps.

Aujourd'hui, c'est : circulez il n'y a rien à voir. Le Président de la République autrichienne, un écologiste, s'est contenté de demander aux protagonistes de : « *respecter le droit des minorités et ceux qui pensent différemment* ». C'est vraiment encore moins que le service minimum ! et l'Union Européenne (UE) si prompte à condamner les forces progressistes au Venezuela et ailleurs se tait. Mieux même, le Parlement européen vient d'attribuer le prix Sakharov aux forces putschistes au Venezuela. En France, le silence est tout aussi assourdissant. Cette situation montre clairement une chose, c'est que l'utilisation des forces d'extrême droite et néo-nazies pour maintenir le pouvoir de la bourgeoisie fait partie de la « boîte à outils » du grand capital et il ne se gêne pas pour l' utiliser lorsque cela est possible et nécessaire pour mener sa politique de régression sociale et d'atteinte aux libertés démocratiques.

C'est vrai en Autriche mais c'est aussi vrai en Pologne, en Hongrie, en Estonie, en Lituanie en Lettonie, en Ukraine... où des forces réactionnaires et fascisantes sont au pouvoir et portent atteinte aux libertés publiques en particulier en interdisant les partis communistes. Le silence complice de l'UE et des pays de l'Union n'est donc pas fortuit, l'UE et ses composantes mènent une politique visant à éradiquer sous des formes dépendant du rapport des forces et des situations toutes les tentatives de résistance à la politique du grand capital.

Cela souligne l'importance de renforcer la lutte de classe à l'échelle nationale et la solidarité internationaliste. Cela passe en France par le renforcement du parti révolutionnaire COMMUNISTES.